Soutien à la Révolution Syrienne Non à toute intervention étrangère !

lundi 9 septembre 2013, par solidaritéS (Date de rédaction antérieure : 8 septembre 2013).

solidaritéS réitère son soutien à la révolution syrienne et à ses objectifs : la démocratie, la justice sociale, la souveraineté nationale et le refus du confessionnalisme. Nous saluons la détermination du mouvement populaire qui se bat courageusement depuis plus de deux ans, en dépit de la machine de guerre du régime Assad (plus de 100 000 morts et de deux millions de réfugiés). Le dernier massacre à l'arme chimique a causé la mort de plus de 1000 personnes dans une banlieue de Damas tenue par les forces révolutionnaires, démontrant une fois de plus le caractère criminel de ce pouvoir.

En même temps, nous nous opposons aux bombardements annoncés par les gouvernements états-uniens et français, qui entendent instrumentaliser l'émotion suscitée par le gazage de civils pour renforcer leur emprise impérialiste sur la région. Des bombardements, mêmes limités, sur des cibles civiles et militaires, ne peuvent que causer des victimes supplémentaires et affaiblir l'élan révolutionnaire des forces progressistes qui luttent pour une démocratie politique et sociale. Ils visent avant tout à montrer que les Etats-Unis restent maîtres du jeu au Moyen-Orient en poussant les tenants actuels du régime à lâcher du lest sans pour autant céder aux exigences de la révolution.

C'est ce type de solutions que les USA entendaient imposer avec les conférences de Genève I et II, ou par le biais des nombreux autres plans de paix de l'ONU. Les alliés de la Syrie, en particulier la Russie et l'Iran, partagent les mêmes objectifs. Ils ne divergent que sur un point : quels intérêts servira la nouvelle équipe au pouvoir (avec ou sans la figure d'Assad), ceux des Occidentaux ou ceux de la Russie et de l'Iran ? C'est pourquoi nous condamnons aussi l'appui politique, économique et militaire massif de l'Iran et de la Russie à la dictature syrienne qui, sans eux, n'aurait sans doute pas pu faire front au soulèvement populaire. Ces deux Etats, qui répriment brutalement leurs classes populaires, doivent donc être dénoncés aussi pour leur implication dans la répression criminelle de la population syrienne.

En réalité, ces bombardements ne peuvent servir que les intérêts des forces les plus réactionnaires de tous bords, des groupes criminels, comme Jabhat al-Nusra, qui entendent imposer leur projet obscurantiste à la Syrie, aux partisans de la dictature d'Assad qui chercheront à en profiter pour se redonner une aura anti-impérialiste à bon marché. Tout comme à Bahreïn, en mars 2011, où les puissances occidentales ont soutenu l'intervention militaire du Conseil de Coopération du Golfe, mené par l'Arabie Saoudite et le Qatar, elles sont opposées aujourd'hui à la victoire de la révolution syrienne.

Nous condamnons l'intervention de forces non gouvernementales étrangères du côté du régime syrien, que ce soit celles du Hezbollah libanais ou des milices chiites irakiennes, comme celles des groupes obscurantistes financées par les pétromonarchies du Golfe contre celui-ci, mais qui visent à étouffer la révolution en la transformant en guerre confessionnelle et ciblent le mouvement populaire (quand ce n'est pas le peuple kurde) pour imposer un Etat religieux autoritaire et socialement rétrograde.

Ceux qui, dans la gauche occidentale, arabe et latino-américaine, nourrissent des illusions sur les

positions anti-impérialistes du régime d'Assad père et fils devraient s'en tenir aux faits. Pendant pratiquement quatre décennies, il a offert sa frontière la plus sûre à l'Etat d'Israël sans mettre en cause l'occupation du Golan, ni celle des territoires palestiniens. Il n'a pas riposté aux attaques directes de Tel Aviv sur son sol, que ce soit au printemps de cette année ou en 2007 (bombardement d'un réacteur nucléaire). Il a déclaré à maintes reprises qu'il était prêt à signer un accord de paix avec Israël, moyennant la restitution du Golan, sans égard au sort des Palestiniens, qu'il a réprimé dans le sang à plusieurs reprises, notamment en 1976 au Liban. Sans parler de sa participation à la Première guerre du Golfe, aux côtés de Bush père, et aux programmes d'échange d'information dans la « guerre contre le terrorisme ». Il n'a pas hésité non plus à emprisonner ou à assassiner de nombreux militants de gauche en Syrie, au Liban, et ailleurs.

Nous refusons de choisir entre Etats occidentaux et pétromonarchies, d'une part, Russie de Poutine et Iran des Mollah de l'autre, car ces deux « camps » sont les ennemis déclarés de la révolution populaire syrienne et des mouvements d'émancipation dans le monde. Notre soutien va au peuple syrien en lutte pour ses droits démocratiques et sociaux ; il est en effet le seul à se battre pour l'avènement d'une société qui garantisse les droits des femmes, des minorités ethniques et des communautés religieuses, ainsi que la justice sociale. Les composantes démocratiques de la résistance populaire et de l'Armée syrienne libre devraient recevoir une aide des Etats qui prétendent les soutenir afin de leur permette de se protéger de l'artillerie, de l'aviation et des armes chimiques du régime, mais aussi des exactions des groupes obscurantistes criminels.

Nous dénonçons enfin l'attitude du Conseil Fédéral qui a déclaré qu'il n'accueillerait pas plus de 500 réfugié.e.s. Les nouvelles dispositions de la loi sur l'asile prévoient aussi que les déserteurs – y compris d'une armée criminelle, comme celle de la Syrie – n'ont plus le droit de demander l'asile en Suisse. Par ailleurs, les requérant.e.s ne peuvent plus s'adresser aux ambassades de Suisse dans leur propre pays, ce qui leur interdit de facto de déposer leur demande légalement et les oblige à recourir à des filières d'immigration clandestines et dangereuses.

Soutien à la Révolution syrienne et à ses objectifs : démocratie, justice sociale, souveraineté nationale et rejet du confessionnalisme ! Appui matériel et en armes aux composantes démocratiques de l'Armée Syrienne Libre de la part des Etats qui prétendent les soutenir ! Aide humanitaire aux populations civiles !

Non aux interventions étrangères des Etats-Unis, de la France, des pétromonarchies, de la Russie, et de l'Iran ! Non à l'ingérence des milices confessionnelles (Hezbollah ou djihadistes) qui attisent les tensions communautaires en Syrie !

Oui à l'accueil des requérant.es d'asile, notamment syriens, en Suisse !

solidariteS (Suisse), 8 septembre 2013